



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles

Question écrite n° 81441

Texte de la question

M. Kléber Mesquida appelle l'attention de Mme la ministre de la décentralisation et de la fonction publique sur les inquiétudes de la profession d'agents territoriaux spécialisés des écoles maternelle (ATSEM) à propos de la durée de leur présence auprès des enseignants et des enfants dans les établissements. Dans le code des communes, l'article R. 412-127 manquant de clarté sur ce point, fait qu'une grande majorité de maires entend diminuer la durée de présence des ATSEM. Aujourd'hui, le rapport du député Yves Durand du 28 février 2013 (p 270), relatif à la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école, est le seul à indiquer cette obligation. Comme le rappelle leur cadre emploi, les ATSEM ont pour mission la réception, l'animation et l'hygiène des très jeunes enfants ainsi que la préparation et la mise en état de propreté des locaux et du matériel. Ils participent, aussi, à la communauté éducative. Mais, à aucun moment, la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 n'apporte de précision sur le temps de présence des ATSEM. Or la profession juge nécessaire que ce temps de travail soit proportionnel à la durée de présence des enseignants. Aussi, il lui demande si elle entend se saisir de la demande de la profession et quelles mesures elle compte mettre en place pour répondre à leur attente.

Texte de la réponse

Les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) sont des fonctionnaires territoriaux de catégorie C, chargés, selon l'article 2 du décret n° 92-850 du 28 août 1992 qui les régit, « de l'assistance au personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des très jeunes enfants ainsi que de la préparation et la mise en état de propreté des locaux et du matériel servant directement à ces enfants. Les agents spécialisés des écoles maternelles participent à la communauté éducative. Ils peuvent, également, être chargés de la surveillance des très jeunes enfants dans les cantines. Ils peuvent, en outre, être chargés, en journée, des mêmes missions dans les accueils de loisirs en dehors du domicile parental des très jeunes enfants. Ils peuvent également assister les enseignants dans les classes ou établissements accueillant des enfants handicapés ». Ils sont soumis aux dispositions du statut de la fonction publique territoriale et nommés par le maire après avis du directeur de l'école (R. 421-127 alinéa 2 du code des communes). Les ATSEM sont donc régis par la même durée du temps de travail (1 607 heures annuelles pour un agent à temps complet) que celle des autres fonctionnaires territoriaux, telle que prévue par le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale. Conformément à l'article 4 du décret précité, la collectivité définit, par voie de délibération et après avis du comité technique compétent, les conditions de mise en place des cycles de travail des ATSEM. Si l'article R. 412-127 alinéa 1 du code des communes précise que : « Toute classe maternelle doit bénéficier des services d'un agent communal occupant l'emploi d'agent spécialisé des écoles maternelles et des classes infantiles », il n'est cependant pas prévu un temps de présence obligatoire auprès des enseignants des écoles maternelles. Leur présence est décidée par le directeur ou la directrice, article R. 412-127 alinéa 4 du code des communes prévoyant que « pendant son service dans les locaux scolaires, il est placé sous l'autorité du directeur ou de la directrice ». En dehors de l'assistance au personnel enseignant, les ATSEM exercent les autres missions prévues pour leur

cadre d'emplois et rappelées ci-dessus.

Données clés

Auteur : [M. Kléber Mesquida](#)

Circonscription : Hérault (5^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 81441

Rubrique : Fonction publique territoriale

Ministère interrogé : Décentralisation et fonction publique

Ministère attributaire : Décentralisation et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juin 2015](#), page 4436

Réponse publiée au JO le : [22 septembre 2015](#), page 7197